



# COMBAT OUVRIER

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et en  
Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et de  
Guadeloupe.  
Pour la reconstruc-  
tion de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 26 MAI 1984

N° 255

PRIX : ANTILLES 2,50 F  
FRANCE 3 F

## Editorial

UN AN D'ARC  
LE TERRORISME,  
QUELLES PERSPECTIVES ?

La presse a souligné que les cinq bombes du mardi 22 mai correspondaient au premier anniversaire de l'existence de l'ARC. Mais si le terrorisme qui s'est manifesté sous le sigle de cette organisation remonte à un an, c'est depuis près de cinq ans, avec une intensité et un écho populaire variables que le terrorisme a fait son apparition en Guadeloupe, et plus tard en Martinique et Guyane.

Si dans les débuts de ce terrorisme on avait pu noter tout au long de l'année 80 la manifestation d'un courant d'opinion favorable assez large, par la suite, après la venue de la gauche au gouvernement en France et la libération des emprisonnés présumés être des militants du GLA, cette opinion s'était progressivement refroidie à l'égard du terrorisme. Et lors des attentats de la préfecture et de K-Dis Raizet, une grande partie des travailleurs rejetait les méthodes terroristes. Mais la droite à deux reprises n'a pas réussi à mobiliser des foules contre ce terrorisme.

Aujourd'hui, il faut bien constater que aussi bien les expériences du GLA, de l'ALN, de l'ARC, ni celles d'autres groupes que tel le « Comité contre le génocide », proposaient d'autres formes d'action directe liées à la population, n'ont trouvé plus qu'un certain écho favorable dans une partie de la population. Mais à aucun moment on n'a vu réellement des travailleurs, des jeunes en grand nombre, rejoindre les rangs de ces différentes organisations.

De même que sur le plan électoral on n'a pas vu non plus ni les Indépendantistes ni les Socialistes Révolutionnaires attirer à eux des pourcentages importants de votes populaires. La majeure partie des votants dans toutes les consultations se sont répartis en général sur les grands partis de gauche et de droite traditionnels. Le Parti Communiste Guadeloupéen, bien qu'il se proclame « partisan d'une autonomie comme étape vers l'indépendance », n'apparaît pas aux yeux des travailleurs et des électeurs populaires comme un Parti Indépendantiste.

La conclusion provisoire qu'on peut tirer de ces quatre ou cinq dernières années fertiles en événements politiques de tous ordres, c'est que les travailleurs ne sont pas prêts à s'engager massivement derrière aucune des politiques préconisées par les indépendantistes, ni celle préconisée par les terroristes. C'est dire aussi que le terrorisme actuel ne repose sur aucune base populaire et n'est porté par aucun courant relativement large de l'opinion populaire, comme ce fut le cas à ses débuts.

S'attaquer aux magasins K-Dis, Jarry Cash, et autres puis aujourd'hui au magasin Audebert, cela ne dérange pas beaucoup les capitalistes qui possèdent ces magasins ils ne perdent pas grand chose, ils sont couverts par des assurances, et même dans certains cas ils profitent de l'incident pour mener à bien de nouveaux projets, agrandissement, modernisation, reconversion etc. Pour les travailleurs, il en va tout autrement. Pour eux les attentats se traduisent par des licenciements, des pertes de salaire, et des en-

Suite page 4

## APRES MAI 1967 : une nouvelle politique décidée par le colonialisme français qui n'a rien réglé.



Après mai 67. Mobilisation de la population lors du procès des emprisonnés politiques à Basse-Terre.

Après l'explosion de mai 1967 à Pointe-à-Pitre et le massacre d'une cinquantaine de jeunes et de travailleurs par les forces de répression coloniale, le gouvernement français va sensiblement modifier sa politique aux Antilles.

Pour cela, il combinera son intervention sur deux terrains.

Tout d'abord, à défaut de diminuer le chômage qui frappe en priorité la jeunesse et qui constitue un ferment propice au développement des idées contestataires, il mènera une action soutenue pour favoriser le départ en France de milliers d'Antillais.

Le Bumidom sera une structure de base du gouvernement et développera une propagande régulière et insidieuse pour vanter les avantages d'aller chercher du travail en France

Et chaque année environ 10.000 guadeloupéens prendront pendant plusieurs années le chemin de l'exil par ce canal. Le relai de cette action sera pris, dans un deuxième temps et de façon moins contrôlée mais tout aussi sûre, par la population émigrée elle-même qui constituait un pôle attractif naturel pour d'autres membres de la famille restant sans emploi.

Cette politique sera menée de façon volontariste par le gouvernement qui voyait là un moyen efficace de résorber le chômage. L'un des représentants du gouvernement colonial qui présentera cette politique de la façon la plus claire, sera incontestablement le secrétaire d'état aux DOM TOM Paul Dijoud qui expliquait sans ambages que chaque Guadeloupéen devait mettre dans sa tête qu'il lui faudrait nécessairement passer « une vingtaine d'années hors de son département d'origine ».

Dans le même temps où il favorisait une émigration importante, le gouvernement colonial français décidait d'augmenter de façon assez nette l'importance de l'intervention de l'état dans l'économie locale, sous forme d'aides et de ce qu'on appelle les transferts publics.

Il s'agissait là aussi d'une décision politique prise pour désamorcer les grondements de colère d'une partie de la population qui acceptait de plus en plus mal la faiblesse du niveau de vie, et surtout les disparités criantes existant entre les DOM et les départements français.

Ainsi, l'augmentation des transferts publics d'une année sur l'autre était de 17 % en 1973, 31 % en 1974, 22 % en 1975.

Cet apport extérieur est distribué pour sa plus grande part en salaires. Et malgré la part importante des salaires et avantages des hauts cadres blancs, de l'administration, de l'armée et des forces de répression, il allait entraîner une certaine croissance du niveau de vie général.

Le calcul politique du gouvernement colonial fait après la période des événements de 1967 pouvait apparaître, de son point de vue, comme étant valable.

Suite page 2

## Martinique A PROPOS DE L'EMISSION TELEVISEE SUR L'HOPITAL DE LA MEYNARD : un valet de plume zélé.

La rédaction de RFO a décidé de faire un débat télévisé sur l'hôpital de la Meynard le mercredi 16 Mai. A ce débat ont été invitées 9 personnes : directeur de l'hôpital, président du conseil d'Administration, représentant de la DDASS, représentant de l'ordre des Médecins, de la commission médicale consultative... bref en tout 8 personnes.

Et pour représenter les 1200 travailleurs de l'hôpital, la rédaction proposait en tout et pour tout une représentante d'un syndicat, en l'occurrence notre camarade Ghislaine JOACHIM-ARNAUD. De ce fait, les autres syndicats CDMT et F.O à qui représentent 40 % du personnel du Centre Hospitalier de Fort-de-France se trouvaient exclus.

Les trois organisations syndicales, après consultation, décidaient de ne pas participer à cette émission et de s'en expliquer publiquement devant les téléspectateurs.

C'est donc ce qu'a fait notre camarade, qui avait été désignée par les autres Syndicats

pour les représenter.

Ce geste a été bien souvent très bien compris, et approuvé, aussi bien par les travailleurs hospitaliers que par la population en général.

C'est pourtant cela qui a inspiré quelques dizaines de lignes irritées à un journaliste de l'Echo des Antilles. Notre camarade est tout simplement accusée d'avoir voulu faire « un gros coup de pub », « comme Dany Emmanuel » !

Après avoir affirmé (grâce à une trentaine de coups de téléphone donnés au hasard !) que la majorité des gens désapprouvent l'attitude de la représentante de la CGTM, le valet de plume de l'Echo des Antilles fait de la publicité pour l'hôpital La Meynard et ses responsables : Zobda et Ventura. Voilà « une cuisine supersophistiquée, un plateau médical très moderne » ! Donc selon ce journal, de concert avec les « ténors » de la gauche que sont Zobda, Darsières et Doutone, Joachim-

Arnaud aurait dû s'agenouiller devant la réalisation du maître-blanc et le remercier infiniment d'avoir construit « pour nous » un si bel hôpital.

C'est à qui lècherait plus les pieds du maître-blanc que se sont livrés les participants au débat du mercredi 16 mai : un soutien « à la France » qui dépense de l'argent pour nous donner un hôpital, le plus beau, le plus moderne, le plus performant, le plus... de toute la Caraïbe !. Et comme c'est sous le gouvernement de gauche que l'hôpital s'est ouvert, il ne saurait y avoir de la part de Darsières ou Zobda aucune critique !

Que notre camarade ait refusé de participer à une telle manifestation d'indignité n'a pas eu l'heur de plaire à l'Echo des Antilles, qui non content d'être un flatteur zélé de la gauche voudrait que nous aussi rampions à la façon des Zobda et Darsières.

# DE NOUVEAUX ATTENTATS

## EN GUADELOUPE

Un mois après les attentats du 25 avril qui ont eu lieu dans différentes communes, cinq bombes ont explosé dans la nuit du 21 mai, cette fois-ci uniquement sur la région de Pointe-à-Pitre.

Deux bateaux de plaisance à la Marina du Bas-du-Fort ont été visés dont l'un est endommagé. La voiture d'un fonctionnaire de police, stationnée près de l'immeuble d'Air-France a été détruite par une explosion. Une autre explosion a eu lieu dans le bar du «Tennis Club de Dugazon». Une bombe a également explosé dans un magasin de matériel sanitaire appartenant à Audebert.

Ces attentats, à la différence de ceux du mois d'avril ne visaient pas d'établissement publics mais des biens appartenant à des Français ou à des békés, tels Marsolle propriétaire du bateau qui a été endommagé à la Marina et Audebert.

Encore de nouvelles préoccupations pour

les forces policières qui devront comptabiliser les anniversaires historiques dans les moindres détails. Entre l'anniversaire de l'ARC et le 22 mai en Martinique comment deviner le choix de ceux qui décident des attentats ? Tout semble-t-il avoir été prévu comme dispositifs de sécurité en Martinique à la veille du 22 mai.

Pourtant les bombes ont éclaté en Guadeloupe. Alors on se rappelle qu'il y a aussi l'anniversaire de l'ARC.

En tout cas pour tous ces anniversaires ce ne sont pas des bougies qui sont soufflées mais des biens appartenant à des représentants du colonialisme français ou à des patrons békés, et des établissements symbolisant le colonialisme français.

Il n'empêche que la population, elle, reste dans son ensemble indifférente, et au moins quand elle n'est pas touchée personnellement par la perte de travail, semble rester perplexe et pas concernée par de tels actes !

## Guadeloupe

### ELECTIONS MUNICIPALES PARTIELLES :

## échec de la gauche

## mais pas échec des travailleurs

Dimanche dernier 20 Mai avaient lieu trois élections municipales, suite à des annulations prononcées par le Conseil d'Etat. Les électeurs ont donc voté à Moule, Deshaies et St-François

Dans ces trois communes c'est finalement la droite qui l'a emporté.

A Moule c'est le maire sortant Henri Beaujean qui est réélu avec 3565 voix devant Beaujean avec 2001 voix et Florent Girard qui conduisait une liste de gauche et obtient 815 voix. Liste sur laquelle étaient présents certains de nos camarades. Si l'on compare avec les derniers résultats, l'on constate qu'à 15 voix près Beaujean retrouve son score de 1983 Beaujean l'améliore de près de 400 voix, Girard et Jean Galleron qui en 1983 s'étaient présentés séparément ne retrouvent pas l'ensemble des voix qui s'étaient portées sur leur nom respectif. Girard et Galleron obtiennent 815 voix au lieu des 1493 obtenus en 1983. A St-François Bernier est réélu avec 1565

voix contre 1493 à Ernest Moutoussamy candidat du PCG et 27 à F. Quillin et 13 voix à Deher-Lessaint, écologiste. En dépit d'une forte participation 78,69 %, les deux premiers candidats obtiennent chacun moins de voix qu'en 1983, mais l'écart qui les séparait demeure faible, 72 voix.

L'on peut penser que les quelques inscrits supplémentaires de Bernier lui ont permis de faire la différence.

A Deshaies 2011 personnes ont voté sur 2574 inscrits. Barré du P.R obtient 1001 voix et Flémin ancien maire PCG 991 voix. Barré est donc élu battant de seulement 10 voix le maire sortant.

Bien que la droite sorte victorieuse de ces trois élections, le caractère partiel de cette consultation ne permet pas d'en tirer des conclusions politiques générales. Ce qui est sûr ce n'est pas une défaite des travailleurs, car les élections ne constituent en rien un terrain de lutte pour eux.

## IL FALLAIT S'Y

### ATTENDRE

Avec l'approche du 22 mai, le gouvernement français voulait sans doute prendre des précautions. Un escadron de gardes mobiles avaient été dépêchés pour prévenir d'éventuels attentats que ne manqueraient pas de commettre tous ceux désireux de commémorer à leur manière le 22 mai.

Il y eut donc un déploiement de force policière, les contrôles se multiplièrent tant et plus, sans d'ailleurs qu'un quelconque parti ne proteste contre ces tracasseries policières.

Qu'arriva-t-il donc ? Dans la nuit du 21 au 22 Mai, des bombes éclatèrent. . . Mais pas en Martinique, en Guadeloupe, tout simplement !

## Guadeloupe

### IL Y A 17 ANS, LES MASSACRES DE MAI 67

Les 26 et 27 mai marqueront le dix-septième anniversaire des massacres perpétrés par le colonialisme français à Pointe-à-Pitre. En 1967, alors que les ouvriers du Bâtiment manifestaient sur la place de la Victoire pour obtenir une augmentation de 2 centimes de leur salaire horaire, les forces de répression sur l'ordre du préfet ouvraient le feu sur la foule désarmée.

Même aujourd'hui, il est difficile de faire

le bilan exact de ces massacres qui pendant trois jours ensanglantèrent les rues de Pointe-à-Pitre. On parle d'une quarantaine de morts au moins, et de dizaines de blessés. Certes, depuis lors, une répression de cette envergure ne s'est pas abattue sur les travailleurs et le peuple guadeloupéen, mais la fusillade du Chalvet, l'assassinat de Gérard Nouvet en Martinique sont là pour nous rappeler quel est le véritable visage du colonialisme, et qu'il est prêt à re-

courir au massacre de dizaines de personnes si ses intérêts sont en jeu.

Telle est la leçon que les travailleurs, les jeunes de ce pays ne doivent pas oublier. En tenir compte pour être prêt à y faire face dans les luttes à venir, pour éviter qu'aient lieu d'autres mai 67, sera le gage que le sacrifice des travailleurs morts sur la place de la Victoire n'aura pas été vain.

## APRES MAI 67 : une nouvelle politique décidée

### par le colonialisme français qui n'a rien réglé.

Suite de la page 1

La circulation importante d'argent favorisait le développement du secteur des administrations, du commerce, des services, des transports. Et par ricochet, il créait un certain nombre d'emplois.

Ces emplois, certes, ne compensaient pas ceux perdus dans le secteur traditionnel de l'agriculture qui, lui, régressait dans le même temps de façon nette. Mais vu le nombre important des migrants en direction de la France, la création de ces quelques emplois supplémentaires permettait que ne soit pas franchi un certain seuil de chômage toléré qui rendrait à nouveau la situation explosive.

Cette politique décidée par le gouvernement d'un grand pays capitaliste développé est loin de représenter pour lui un effort hors de portée. Cette «politique coloniale spéciale» n'aurait certes pas pu être menée de la même manière dans le grand ensemble africain par exemple. Mais quel effort, représente réellement l'aide fournie partiellement à 300.000 habitants ? D'autant qu'à l'autre bout de la chaîne, cet argent n'est pas perdu pour tout le monde. Les grosses sociétés de négociant et autres succursales des industries françaises ont pu profiter largement de cette manne qui retourne ainsi pour une grande part dans les poches des capitalistes français.

Dans le même temps une telle politique permettait au gouvernement colonial français

de maintenir sa présence dans la région caribéenne avec des avantages certains.

Il reste que cette politique dont les effets se sont fait nettement sentir à la fin des années 60, après les événements de mai 1967 en Guadeloupe, n'a réglé aucun problème dans ce pays

Actuellement, le développement apparaît comme totalement lié au développement de la politique des transferts publics et non pas à un développement de la production locale. Cette dernière s'est écroulée relativement un peu plus d'année en année, malgré les multiples «plans de relance», «plan de modernisation», «plan de restructuration»... dont, chaque représentant gouvernemental voulait développer les vertus lors de son voyage d'étude ou de prise de contact.

Et dans le contexte actuel de la crise qui touche de plein fouet le capitalisme français, le gouvernement colonial peut tout aussi bien décider de changer de politique. La fragilité, la précarité même de tout le soi-disant développement d'un pays tel que la Guadeloupe apparaît encore plus crûment.

En tout cas si la crise économique qui aujourd'hui touche tous les pays capitalistes se poursuit, et il y a toutes les chances qu'il en soit ainsi, l'on pourrait bien assister à la fin définitive d'une telle politique.

## Guadeloupe CAPESTERRE NOUVELLES

### ATTAQUES CONTRE LA MUNICIPALITE



forme d'un gorille et affirmaient que les «Capesterriens intelligents» en avaient assez des «singerie» de Lauriette. Cela a indigné une forte partie de la population et beaucoup de gens étaient présents au meeting du lundi 14 mai. Au cours de ce meeting, les adjoints au maire et les conseillers municipaux prirent la parole, dont notre camarade Paul Christophe pour montrer que les attaques incessantes contre Lauriette sont en fait des attaques contre une municipalité dirigée par des pauvres, des travailleurs et dont les efforts sont orientés vers ceux-ci. C'est cela que ne peuvent pas supporter les prétendus «Capesterriens intelligents».

Mais s'ils l'étaient vraiment, ils auraient pu se rendre compte qu'un certain nombre de problèmes qui touchent les travailleurs et dont certains sont en suspens depuis des années, sont en passe d'être réglés : rénovation de bidonvilles, adduction d'eau et électrification de certains quartiers pauvres. Ces gens intelligents auraient pu voir aussi que les méthodes de la municipalité, qui ne sont effectivement pas courantes en Guadeloupe, consistent avant tout à prendre l'avis des plus pauvres et à en tenir compte, et cela avant d'aller voir les gens qui se croient «intelligents».

Lundi 14 dans l'après-midi, un meeting public se tenait devant la mairie de Capesterre. Une grande partie des commerçants avait fermé leurs portes à l'appel de la municipalité pour protester contre l'attitude d'un groupe de gens qui s'appellent eux-mêmes «Capesterriens intelligents». Ceux-ci avaient collé une affiche présentant le maire, Lauriette, sous la

Mais si ceux-ci ont des choses à dire et à proposer, pourquoi ne participent-ils en aucune façon à ce qui est discuté, élaboré, entrepris par la municipalité ? Alors que tous ceux qui veulent le faire peuvent jusqu'ici défendre leur point de vue auprès de la municipalité.

## Martinique

# Grève des ouvriers du bâtiment le 14 mai.

Les ouvriers du bâtiment ont fait la grève le 14 Mai à l'appel des syndicats CGTM, CDMT, CFTC, CSTM et UGTM pour obtenir une augmentation de salaire. Au bout d'une journée, ils ont obtenu 2 % d'augmentation à partir du 1er avril 1984, plus un complément de 3 % pour obtenir 5 % en mai.

Plusieurs faits sont à retenir : Pour la première fois, les syndicats, tous unis, ont appelé les travailleurs à faire grève par voie de communiqué, sans faire une assemblée générale ! Et comme d'habitude, les responsables syndicaux ont signé l'accord sans consulter les travailleurs, mais en les mettant devant le fait accompli. Et de nombreux travailleurs ont remarqué ces pratiques antidémocratiques.

L'accord a cependant été relativement bien accueilli car les travailleurs se rendaient compte qu'ils n'étaient pas préparés pour une lutte plus longue. Et il faut signaler que certains patrons avaient d'ailleurs pris leurs pré-

cautions en faisant avancer les chantiers au maximum, de manière à subir le moins de retards possible, même si la grève se prolongeait.

Seuls les représentants de la CSTM et l'UGTM ont refusé de signer l'accord, mais sans que cela tire autrement à conséquence, car d'une part leur influence est très faible dans le bâtiment, où la CGTM domine, suivie par la CFTC. Les sections où la CSTM et l'UGTM comptent des syndiqués n'étaient d'ailleurs pas en grève le lundi 14, bien que leurs centrales aient signé un appel à la grève !

En résumé un mouvement qui laisse intacts tous les problèmes auxquels sont confrontés les ouvriers du bâtiment : le chômage, les bas salaires et surtout les menaces de licenciement qui sont toujours aussi nombreuses, comme chez Madkaud, par exemple. Et si les travailleurs du bâtiment veulent résoudre ces problèmes, il leur faudra bien s'organiser et se préparer, et autrement que comme cela a été le cas, pour la journée du 14 Mai.

## Guadeloupe

# GOMBAUD-SAINTONGE : FACE A

# L'ARROGANCE DU PATRON, LES GREVISTES

# ONT LE SOUTIEN DE LA POPULATION

Le jeudi 16 mai, les travailleurs des établissements Gombaud-Saintonge se sont mis en grève tant à Basse-Terre, qu'à Jarry et Pointe-à-Pitre. Le 5 avril, ils demandaient que leurs délégués (CGTG) soient reçus par le patron pour un certain nombre de revendications. Celui-ci n'accepta que quelques unes d'entre elles sur les jours fériés par exemple où il accepta tout, sauf de fermer les magasins le mardi gras. Il n'accepta pas non plus de donner un congé de deux ou trois jours pour décès ou naissance dans une famille.

Les travailleurs firent donc grève le 10 mai pour obtenir entière satisfaction.

Mais le patron opposa un refus arrogant aux revendications présentées.

Les travailleurs ont donc recommencé la grève le 16 mai. A la suite de ce nouveau mouvement, le patron a accepté le 13<sup>e</sup> mois, mais il refuse de reculer en particulier sur la prime d'ancienneté.

Par ailleurs sur les questions d'hygiène et de sécurité il feint de déplorer le retard de l'entreprise à qui il aurait demandé un devis pour des vestiaires et des WC depuis, décembre 83..

Alors, les travailleurs continuent la grève.

Le moral est bon. Ainsi à Basse-Terre, les employés tiennent un piquet de grève avec tracts et banderoles devant la quincaillerie. Des jeunes, des travailleurs passent, les encouragent : « Kimbé rêd. La grèv, moïn connèt sa, sa rêd, mè fò kimbé ». Des clients s'en vont en disant qu'ils comprennent. Et lorsque les employés disent entrer une cliente arrogante qui voulait absolument acheter une corde, les personnes présentes firent des réflexions désobligeantes sur celle-ci disant qu'elle ne comprenait rien alors qu'elle même était une travailleuse et qu'elle avait tort de ne pas soutenir des grévistes.

## Martinique

# ÇA PIQUE, LES MOUSTIQUES ! Que font les autorités ?

Depuis un peu plus de deux semaines, on pourrait dire qu'une véritable nuée de moustiques s'est abattue sur la Martinique. De partout s'élevaient les plaintes : d'endroits déjà exposés comme la ZAC de Chateauboeuf ou de l'hôpital La Meynard, mais aussi de lieux réputés pour être bien ventilés ou en altitude, comme le Vert-Pré...

Et quand s'ajoute au désagrément des moustiques celui des nuits particulièrement chaudes en cette fin de carême, on voit déjà une partie du désagrément que ces bestioles peuvent causer à la population.

Une partie seulement, car outre le fait d'être particulièrement désagréables, les piqûres des moustiques peuvent causer de nombreux dommages à l'organisme : les moustiques sont les vecteurs de nombreuses maladies comme le paludisme ou la dengue par exemple et aussi la fièvre jaune.

Si le paludisme est à peu près traité dans notre région, il ne faut pas oublier que l'Amé-

rique latine est une zone endémique de fièvre jaune. Et quant à la dengue, il y a de temps en temps des épidémies plus ou moins graves qui touchent les Antilles.

Il y a donc une gêne et peut être un certain danger pour la population. Et un tel fait devrait faire bouger un peu ceux qui dirigent la Martinique, à savoir le Conseil Général et le Préfet qui sont en relation avec les services techniques tel la DDASS.

Or jusqu'à maintenant, le Président du Conseil Général, les autres conseillers généraux les responsables de la DDASS sont muets et encore plus, inactifs ! Sont-ils décidés à s'accommoder d'un tel état de fait ? Ou bien ont-ils décidé froidement d'attendre que des problèmes plus graves arrivent avant de faire un geste ?

En tout cas, la population n'a pas à faire les frais de cette situation. Il faut que des mesures soient prises, notamment au niveau de la désinsectisation pour que remède soit porté à cet état de fait.

## Guadeloupe

# LA FOIRE ARTISANALE DES ABYMES OUVERTE JUSQU'AU 27 MAI.

Actuellement et jusqu'au 27 mai se déroule dans le cadre de la Maison des jeunes et de la Culture des Abyemes une foire artisanale.

Durant dix jours, une trentaine d'artisans se sont regroupés là, pour présenter au public leurs œuvres et les différents objets qu'ils fabriquent.

Le travail du bois, bois essentiellement importé de Guyane d'ailleurs, est très à l'honneur. Que cela soit dans le cadre de construction de maison, fabrication de charpentes ou dans le domaine de la fabrication de meubles et de jouets locaux, entre autres choses intéressantes.

L'autre pôle est assurément le prêt-à-porter avec la présentation du travail de plusieurs ateliers de confection locaux.

Ce n'est pas tout, puisque des artisans, hommes et femmes ont présenté des travaux de crochet, des objets de décoration ou utilitaires travaillés dans la noix de coco par exemple, des travaux de pyrogravure sur bois ou sur verre, etc. . .

Cette foire représentait donc un effort intéressant bien que ne regroupant que peu d'artisans et ne représentant donc qu'une faible partie de la production artisanale locale qui est effectuée par plus de 4 000 artisans depuis 1980.

## COMMUNIQUE DE PRESSE

Après l'échec des négociations et à l'appel de son Syndicat CGTG, le Personnel des Ets Gombaud Saintonge Pointe-à-Pitre et Basse-Terre entame un mouvement de grève

Il proteste contre l'arrogance et les mensonges éhontés de M. Gombaud-Saintonge et réclame :

- l'attribution d'un treizième mois
- l'attribution de la prime d'ancienneté
- Une prime de transport égale à F 200,00

Pointe-à-Pitre, le 16 mai 1984

La Section Syndicale CGTG du Personnel

des Ets Gombaud-Saintonge PA et B.T

## « LES APOTRES DE L'AMOUR »...ONT MAL FINI

La semaine passée, les radios officielles et la presse faisaient état de l'arrestation de la « mère supérieure » de la secte religieuse dite « Apôtres de l'Amour Infini », dont le siège se trouve à Pointe-Noire. Ce fut l'occasion de débattre à nouveau les activités plus ou moins malhonnêtes des moines tonsurés et des sœurs vêtues de bleu ou de marron de cette firme religieuse « made in Canada ».

Ceux-ci, on s'en souvient, avaient déjà eu des problèmes il y a quelques années pour s'être servis d'une mineure en affirmant qu'elle « avait vu la Sainte Vierge » à plusieurs reprises : Quand son père avait voulu retirer sa fille de leur influence, il s'était fait proprement bastonner par ces curés qui semblent vouloir exprimer leur « infini amour » à travers la maxime « qui aime bien, châtie bien ». Selon la presse officielle, il semble que la même jeune fille, mariée depuis lors, ait eu à nouveau des

problèmes avec eux, et ait porté plainte pour séquestration d'enfant, affirmant aussi que ses prétendues visions se faisaient sous l'emprise de l'hypnose. On les accuse aussi d'avoir vendu comme « huile sainte » des flacons d'huile avariée, et ils faisaient aussi commerce « d'eau miraculeuse » qui provenait tout simplement d'une petite source située sur leur propriété et qui, aux dires de certains, serait infestée de bilharziose. . . Les « Saints hommes » profitaient de leur influence sur des personnes âgées pour s'emparer de leurs biens qu'ils se faisaient attribuer sous forme de « dons », et ils arrondissaient leur fins de mois en disant des messes qui leur rapportaient environ 6000 F par semaine.

Tout cela n'est certes par très joli, et tout le monde, à juste titre, crie au scandale. Mais, enfin, puisque nous sommes au chapitre de l'évangile, des saintes huiles et de l'eau miraculeuse, il est dit quelque part dans les Ecritures

qu'« il ne faut pas voir la paille qui est dans l'œil du voisin, et ne pas voir la poutre que l'on a dans l'œil », ce qui peut se traduire à peu près par « kannari ka di chodiè fes ay nwè » si vos Eminences me pardonnent cet écart de langage.

Car en fait, « les Apôtres de l'Amour Infini » n'ont pas inventé grand chose. On peut tout au plus les accuser de reprendre à leur compte les recettes des autres, à une échelle plus modeste. Car enfin, les huiles saintes, les apparitions de la sainte vierge, l'eau qui guérit de tous les maux, on a déjà entendu ça quelque part. . . On pourrait même dire qu'en vendant de l'eau de Guadeloupe à la place de l'eau importée de Lourdes, les « Apôtres » ne font qu'appliquer le mot d'ordre « consommez local », et devraient obtenir un bon point de la part de Monsieur Consommateur, nous voulions dire Conso'mmateur, celui qui montre du doigt les petites marchandes à la télé.

Bien d'autres boutiques religieuses, dont la principale a son siège social au Vatican, se font faire des « dons » par les personnes âgées, et gagnent plus de 6000 F par semaine si l'on totalise les messes, baptêmes, communions et autres mariages. Nous en prenons Jéhovah à témoin, certains qui sont contre les transfusions sanguines ne sont nullement opposés aux transfusions financières, et d'autres ne sont pas plus avancés au huitième jour qu'au septième ce qui ne les empêche pas de prélever la « dîme » sur le salaire de leurs « frères » et « sœurs ».

Tout cela, me direz-vous, fait une « sacrée salade ». D'où il ressort que le plus grand crime des « Apôtres », c'est peut-être en définitive d'avoir fait commerce d'huile avariée pour nous faire avaler tout cela. Leurs Eminences qui siègent au Tribunal bien légal celui-ci sous un crucifix se sentiront qualifiées pour en juger.

Signé : Un paroissien qui ne sait plus à quel saint se vouer.

## IRAN-IRAK : VERS UN ELARGISSEMENT DU CONFLIT ?

Depuis plusieurs semaines, le conflit qui oppose l'Irak et l'Iran a repris et s'envenime de plus en plus.

L'Irak a organisé le blocus des ports iraniens du Golfe Persique, et a annoncé qu'au cours des trois prochains mois, il avait l'intention de renforcer son blocus.

L'Iran et l'Irak sont deux pays frontaliers du Golfe Persique, deux pays producteurs de pétrole.

Après la prise du pouvoir en 1979 en Iran par l'Ayatollah Khomeiny, ce dernier a eu comme politique de régler un certain nombre de conflits avec ses voisins. Cela lui permettait d'ailleurs de détourner l'attention de sa population des immenses problèmes économiques qui assaillaient l'Iran. Cette politique a rapidement abouti au déclenchement de la guerre avec l'Irak.

Dans ce contexte, les grandes puissances se sont fait les alliées de l'un ou de l'autre camp, au gré de l'évolution de leurs intérêts dans la région.

En 1980, l'Irak revendiquait la zone où le Chatt el Arab, fleuve qui réunit les eaux du Tigre et de l'Euphrate, se jette dans le Golfe persique. Dans cette zone se trouvent un grand port et des raffineries de pétrole. Il s'agissait donc d'une guerre pour la possession de régions d'une grande importance économique pour ces pays producteurs de pétrole, et dans laquelle l'Irak était l'agresseur. En trois ans, cette guerre a fait plusieurs centaines de milliers de morts.

Actuellement, l'Irak empêche les pétroliers à destination de l'Iran de circuler dans le Golfe et d'avoir accès aux ports iraniens. Selon le gouvernement iranien, ce blocus a déjà

entraîné une baisse de 55 % des exportations pétrolières.

De son côté, l'Iran s'attaque aux pétroliers irakiens et aurait attaqué deux bâtiments du Koweït.

Le président iranien Ali Khamenei a déclaré que son pays est prêt à empêcher toute exportation pétrolière en provenance de cette région si ses propres exportations continuaient à être bloquées par les attaques irakiennes.

Le conflit entre les deux pays tend donc à s'envenimer. En une semaine, sept navires ont été touchés dans le Golfe, soit par l'Iran soit par l'Irak... Il semble que le Koweït et l'Arabie Saoudite, deux autres pays producteurs de pétrole dont les exportations passent par le Golfe Persique, aient décidé de renforcer leur défense aérienne contre de nouvelles attaques iraniennes dans le Golfe. Le dernier pays du Golfe, les Emirats Arabes Unis, ont effectué des manœuvres de tir dans la région du détroit d'Ormuz.

Il y a donc un risque d'escalade et d'élargissement de ce conflit qui se déroule dans une région dont dépend l'approvisionnement en pétrole d'une bonne partie de l'Europe... Les Etats Unis qui dominent toute cette région de pays producteurs de pétrole, Iran excepté, déclarent qu'ils ne sont pas prêts pour le moment à intervenir directement dans le conflit. Mais selon les déclarations de Georges Bush, le vice-président américain, il semble que les USA, peut-être tenant compte de leur situation interne et des prochaines échéances électorales, cherchent à inciter les différents pays du Golfe à intervenir pour régler le conflit et défendre les intérêts de l'impérialisme dans cette région.

## La grève des métallos allemands : un mouvement qui se généralise à l'industrie de l'automobile.

Les ouvriers de la métallurgie allemande poursuivent leur grève pour la journée de 35 heures sans diminution de salaire.

La semaine dernière, le mouvement avait déjà paralysé une partie de l'industrie de l'automobile. BMW a dû fermer son usine. Au début de cette semaine, c'est le garage Volkswagen qui a fermé ses portes, ainsi que Opel et Daimler-Benz à Francfort, ce qui représente pour cette seule région 17 usines fermées. Ces lock-out touchent actuellement près de 65.000 ouvriers. Si les patrons de l'automobile

poursuivent les lock-out, le chiffre des ouvriers en chômage technique pourra atteindre 300.000

Pour protester contre cette offensive patronale, la Confédération Syndicale Oust-allemande (DGB) a appelé à une grève générale pour le mercredi 23. Ce mouvement devrait toucher une soixantaine d'entreprises. Ira-t-on vers une généralisation de la revendication des 35 heures ? C'est la seule solution qui peut empêcher la division entre métallos et ouvriers de l'automobile.

## SUITE DE L'EDITORIAL

nus matériels en tout genre. Récemment on a vu encore comment le Méridien a pris prétexte des dégâts causés par les bombes pour suspendre pendant plusieurs mois son personnel.

Pour notre part, nous pensons que les Guadeloupéens, et nous parlons de la majorité du peuple guadeloupéen, ont le droit de choisir leur propre avenir en Guadeloupe, ils peuvent choisir différents types de luttes politiques pour différents objectifs. Mais c'est à eux de le faire, et pas à un petit groupe ni même à un parti politique. Il y a une différence de taille entre souhaiter ou vouloir que le peuple passe à la lutte armée contre l'administration coloniale et le faire à sa place, alors qu'il a déjà eu tout le loisir de montrer s'il était prêt à le faire ou pas... Persister dans une voie terroriste soi-disant au nom du peuple, finalement, revient à vouloir lui imposer un avenir que pour l'instant il ne réclame pas.

Les anti-colonialistes qui persistent dans cette voie ne rendent pas les choses plus faciles pour leur propre peuple, et

courent le risque à terme de se retrouver complètement isolés.

Pour l'instant, le colonialisme a l'air d'avoir choisi d'attendre que ce terrorisme s'essouffle de lui-même, ayant constaté qu'il ne bénéficie plus de soutien populaire large.

Mais il ne faut pas oublier que périodiquement les comportements colonialistes, les difficultés économiques pour les plus pauvres, l'arrogance coloniale, et patronale alimentent soit des velléités terroristes, soit même des actes terroristes. Et même si le terrorisme de l'ARC s'essouffait, ou même si ceux-ci prenaient conscience qu'il était nécessaire de mettre fin à ce terrorisme, tant qu'existera cette situation coloniale absurde et dépassée qui régit les rapports des Antilles-Guyane et de la France, il y aura toujours place pour la naissance d'un nouveau terrorisme, jusqu'à ce que les travailleurs eux-mêmes décident de dire leur mot.

## Grève de la faim du dissident soviétique Sakharov : il n'y a pas de socialisme sans liberté.

L'affaire Sakharov, ce dissident soviétique qui fait une grève de la faim depuis le 2 mai, est à la une de toute la presse occidentale. En effet, celle-ci n'a pas manqué de saisir l'occasion pour lancer une grosse campagne de presse contre l'Union Soviétique.

En bafouant les libertés démocratiques les plus élémentaires l'Etat soviétique y prête le flanc.

Sakharov est une éminente personnalité du monde scientifique non seulement en URSS mais dans le monde entier. Il est le «père de la bombe H» russe. Sakharov est l'un de ces intellectuels qui luttent en URSS contre le manque de liberté. La plupart de ceux-ci contestent le régime et se regroupent dans une opposition droitière. La démocratie bourgeoise semble exercer sur eux, ou tout au moins sur les plus connus d'entre eux une sorte de fascination.

Le fait que dans ce pays qui se réclame du socialisme des hommes qui ont des idées contraires soient emprisonnés enfermés dans des asiles psychiatriques ou encore doivent décider de faire la grève de la faim pour obliger le régime à leur accorder le droit d'exil, tout cela prouve les monstrueuses déformations subies par le régime depuis la dégénérescence stalinienne.

L'affaire Sakharov est relatée par toute la presse internationale, car il est connu, il a des

amis dans les pays occidentaux, mais combien sont-ils à s'opposer dans l'obscurité aux méthodes anti-démocratiques de la bureaucratie russe ? Il est bien difficile de répondre à une telle question. En tout cas, la campagne de presse orchestrée autour de cette affaire a eu comme résultat de faire prendre position à certaines personnalités. C'est ainsi que Georges Marchais, secrétaire général du Parti Communiste Français, a écrit au gouvernement russe pour s'inquiéter de l'état de santé de l'académicien.

Il faut citer aussi l'intervention du pape et du ministre français aux relations extérieures.

En empêchant Sakharov, et son épouse Elena Bonher de quitter l'URSS, et en les contraignant à faire la grève de la faim, la bureaucratie russe fournit une occasion à tout le camp occidental capitaliste d'apparaître comme les pays champions de la démocratie et les défenseurs des libertés individuelles. Ce faisant la bureaucratie stalinienne renforce

le camp occidental en donnant aux ouvriers une image caricaturale du socialisme, et se comporte donc comme l'un des pires ennemis du socialisme. Mais l'URSS n'est plus socialiste depuis fort longtemps, et c'est bien pour cela qu'il n'y a pas non plus de liberté, y compris celle qui consiste pour ceux qui le désirent à quitter l'URSS.

## FÊTE de Combat Ouvrier à Daubin

Dimanche 1er juillet



Samedi 30 juin

30 juin et 1 juillet 84

Conserver les deux volets : exigés à l'entrée.

Prochainement nous commencerons à publier le programme de la fête.

### GALA DE SOUTIEN AUX EMPRI-SONNES POLITIQUES.

Samedi 26 Mai 1984 - 20 Heures . Centre des Arts et de la Culture de Pointe-à-Pitre.

Au programme : Kafé é ka lévé épi Hippomène Liauva.

- Gwa ka Sonné
- La Fanmi Abandonné
- Eric Cosaque
- Guadeloupe Caraïbe-Connexion
- Groupe Archipel

Vous pouvez retirer vos billets auprès du Groupe des Parents et Amis.

### COMBAT OUVRIER

Responsable de publication : G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

COMBAT OUVRIER

Mr DUFEAL

Poste Restante Paris 113

Place de l'Hôtel de Ville

75004 PARIS

IMPRESSION

Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.

Commission paritaire